

Récupérons la démocratie et notre dignité!

1. L'approche commune est nulle et sans valeur

note 1;

2. Récupérons nos territoires

note 2;

3. Rétablissons la démocratie

note 3;

4. Brisons les outils du colonialisme et de l'anarchie

note 4;

5. Préservons nos emplois rémunérateurs

note 5;

6. Il faut apprendre à lire entre les lignes

note 6;

7. Reprenons le contrôle de l'immigration

note 7;



Notes:

1. Sans le trafic du référendum de 1995, les fédéraux ne seraient pas de l'approche commune. **«Notre»** chef négociateur, M. Yves Fortier, nommé par Ottawa via M. Charest, est un ex-ambassadeur du Canada. Il décide pour nous, quel type de collier on va nous appliquer et quelle longueur de chaîne on va nous accorder!
2. L'approche commune c'est la négation du Québec comme partenaire à part entière de la fédération et l'expropriation par la mise en tutelle de ses 7 millions d'habitants, immigrants compris. Le **Québec n'est plus une province** et il est démembré. N'attendez pas les prochaines mesures de guerre ou la prochaine conscription obligatoire pour comprendre, vos enfants ne vous le pardonneront pas! Souvenez-vous du Labrador, de la nuit des longs couteaux, Meech, et autres coups bas! Ça continue. S'il faut apprendre de ses erreurs, c'est maintenant. La nouvelle loi canadienne sur le terrorisme devrait nous inquiéter!
3. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reconnu par l'ONU, cela s'appelle: **«La démocratie»**. Le Canada est l'un des signataires irrespectueux. Les médias taisent la vérité. Récupérons nos territoires et décrétons la priorité des lois québécoises sur les lois canadiennes. N'acceptez pas d'être dépouillé sans rien faire! Une seule déportation des Acadiens ça suffit! Réveillez-vous, la chanson de «Mes Aïeux» est éloquent!
4. M. Trudeau fut le pire fossoyeur de la francophonie, il a rarement respecté ses engagements électoraux à notre égard. On lui doit **la promotion de l'anarchie** par la priorité du droits individuels sur le droit collectif et le rapatriement unilatéral de la constitution. On patauge dans les «accommodements dits raisonnables», et, on négocie notre avenir dans l'approche commune sans nous consulter grâce à cette charte suicidaire.
Il faut des règles claires et un consensus communautaire pour assurer la paix sociale. On se dirige tout droit vers **des troubles sociaux majeurs**. Comme pour la Commission Gomery, celle sur les accommodements raisonnables va trouver le moyen de nous excuser d'être agressé et de faire taire les médias. Voir ma chronique, Juges et partis, sur mon site pour plus de détails.
5. Le Québec n'a jamais réussi à récupérer sa part des emplois lucratifs générés par l'industrie de l'auto. Sous les pressions de l'Ontario, GM a fermé l'usine de la Camaro au Québec pour la rouvrir récemment en Ontario. La dérive de Montréal vers l'Ontario de l'industrie aéronautique, pharmaceutique, d'une bonne partie de celle des médias, de l'informatique et de bien d'autres d'ici à 20 ans est prévisible. Il faut **lire son histoire** pour apprendre de ses erreurs. Un Québec souverain protégera nos droits collectifs et créera les milliers de nouveaux emplois nécessaires pour faire un pays. La Norvège et le Danemark sont de même poids démographique que le Québec et réussissent très bien, ils fabriquent des voitures et sont reconnus comme peuples.
6. À la Commission Gomery, la toute petite phrase dite par M. Guité, **«on était en guerre»**, doit se conjuguer au présent, **le Canada nous fait la guerre**. Il utilise tous les outils et les stratégies à sa disposition, autres que les fusils pour le moment, pour nous disperser, nous assimiler et nous réduire au silence à long terme. Il va faire de nous des Acadiens apatrides. Le Canada en viendra à utiliser la force pour nous faire avaler ses volontés (lois). Fini les négociations constitutionnelles et le déséquilibre fiscal. La démocratie est le prérequis essentiel à la liberté. Une prise de conscience massive des Québécois est nécessaire pour remettre les pendules à l'heure.
7. L'immigration vers Montréal est anarchique et planifiée pour modifier les règles démocratiques en défaveur des francophones. M. Charest y collabore certainement, pensons à l'introduction de l'anglais dès la première année, aucun pays fier de ce qu'il est n'accepterait une telle chose! Imaginez la réaction des Américains s'il fallait qu'on proclame l'enseignement de l'espagnol en première année!

Conclusion:

Nos politiciens et les médias n'informent pas les citoyens sur les véritables enjeux!

Prenez le temps de lire le texte «Vivre libre ou disparaître» sur saglacweb.com.

Nous avons le choix de faire l'histoire ou de subir celle d'un autre! Il faut brasser la cage et montrer la porte à M. Charest maintenant, il n'est pas notre ami!

Soyons un peuple fier et établissons des règles claires, les immigrants vont suivre et se joindre à nous!

La communauté internationale reconnaît nos droits, réf.: Dans l'œil de l'aigle, de Jean-François Lisé.

P.S.: Ce texte est financé par l'auteur, non subventionné et indépendant de tout parti politique. Il représente exclusivement l'opinion du signataire qui ne peut se faire publier autrement.

Une biographie sera ajoutée sous peu sur mon site saglacweb.com

Jean-Pierre Plourde, Bsa; DGE.,

Courriel: Saglac@gmail.com

Visitez mon site: saglacweb.com

